



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Béthune, le 29/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SCI GAZELEY ARRAS 1**

SCI GAZELEY ARRAS 1  
125 Avenue des Champs-Élysées  
75008 Paris

Références : 0051-2025  
Code AIOT : 0007003308

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2024 dans l'établissement SCI GAZELEY ARRAS 1 implanté ZA Actiparc Magnapark 62223 Saint-Laurent-Blangy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCI GAZELEY ARRAS 1
- ZA Actiparc Magnapark 62223 Saint-Laurent-Blangy
- Code AIOT : 0007003308
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt autorisé se compose de :

- 5 cellules de stockage de 4630 m<sup>2</sup> chacune sur une hauteur de 10 mètres en rayonnage métallique limitée à 8 mètres dans le cas de stockage de produits à base de polymères et plastique ;
- des bureaux et locaux sociaux dans la cellule n°1 sur deux niveaux de 405 m<sup>2</sup> chacun ;
- des locaux techniques dans la cellule n°3 (un local de charge d'accumulateurs d'une surface de 240 m<sup>2</sup> ; une chaufferie d'une surface de 25 m<sup>2</sup> ; un local contenant des transformateurs d'une surface de 20 m<sup>2</sup>).

La société GLP France est propriétaire du site qui est loué dans sa totalité à la société DELISLE..

Les produits stockés dans ces cellules sont des big bag de sucre en poudre.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
5	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage des produits dangereux	AP Complémentaire du 17/08/2016, article 4	Sans objet
2	Prévention des risques et sécurité	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article 21.5.2	Sans objet
3	Risque d'incendie	AP Complémentaire du 16/08/2016, article 5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines prescriptions, relatives aux produits stockés ou aux matériels utilisés, ne sont actuellement pas adaptées.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'attester de la protection du site contre la foudre et ses effets.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Stockage des produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/08/2016, article 4
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, protection et surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'article 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation référencé DCVC-EIM-GM-n°2004-78 du 30 mars 2004 modifié par l'arrêté complémentaire référencé DCVC-EIM-GM-N°2006-69 du 15 mars 2006, il est complété comme suit :  « l'exploitant dispose de : - un suivi informatique des produits stockés; - une procédure de gestion des matières dangereuses ; - des consignes de stockage des produits dangereux ; - une formation régulière sera dispensée au personnel sur les risques des produits chimiques et sur la conduite à tenir en cas d'incident ; - un kit anti-pollution (EPI (gants, lunettes, combinaisons, conteneurs avec de l'absorbant, boudins, pelle pour recueillir le produit déversé mélangé à l'absorbant) ; »
<b>Constats :</b>  Le locataire actuel du site, la société DELISLE, entrepose exclusivement du sucre en notamment en big bag. Les prescriptions de cet article ne sont pas adaptées à l'exploitation actuelle du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Prévention des risques et sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article 21.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations électriques établi par la société SOCOTEC en date du 16 juillet 2023. Le rapport conclut en l'absence de non conformité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Demande 1:

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre le rapport établi en 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Risque d'incendie**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/08/2016, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Local de charge

**Prescription contrôlée :**

L'article 21.9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation référencé DCVC-EIM-GM-n°2004-78 du 30 mars 2004 modifié par l'arrêté complémentaire référencé DCVC-EIM-GM-N°2006-69 du 15 mars 2006 est remplacé par :

« Article 21 .9.1 Atelier de charge d'accumulateur :

La recharge des batteries hors du local spécifique est interdite. Le local de charge ne doit avoir aucune autre affectation.

Le local de charge est séparé de l'entrepôt par des murs coupe-feu de degré deux heures et de l'extérieur par un mur coupe-feu de degré deux heures. Une porte donnant vers l'extérieur doit être pare-flamme de degré 1/2 heure.

Le local est équipé d'une alarme anti-intrusion et d'un détecteur de fumée permettant d'enclencher la fermeture de la porte coupe-feu.

L'atelier doit être propre et on ne doit y installer aucun dépôt de matières combustibles.

Le sol de l'atelier doit être imperméable et former rétention.

Le revêtement du sol et des parois doit résister aux acides.

Tout chauffage présentant une température de paroi supérieure à 150°C est interdit.

L'atelier doit être largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux. Le débit d'extraction doit être au minimum dimensionné pour être conforme à la réglementation en vigueur.

L'interruption des systèmes d'extraction d'air doit interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

La toiture du local est de classe et d'indice T30/1 et munie d'un exutoire pour l'évacuation des fumées et gaz de combustion en cas d'incendie.

Le local doit être pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés : réseau d'extinction automatique, seau de sable, extincteurs compatibles avec les feux d'origine électrique.

Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe -feu à la séparation entre les cellules, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée. »
<b>Constats :</b>  Le locataire actuel utilise des chariots élévateurs fonctionnant au gaz. A ce titre, il dispose d'un rack, d'une capacité d'environ une dizaine de bouteilles de gaz de 13 kg, implanté en dehors des locaux. L'inspection n'a de ce fait pas porté sur les dispositions constructives et des équipements du local de charge.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'est pas en mesure de présenter une analyse du risque foudre pour son installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

#### N° 5 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre

**Prescription contrôlée :**

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas de l'étude technique ainsi que des documents comme la notice de vérification et le carnet de bord.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 9 mois